



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement et Aménagement
durable du territoire et de
l'espace public, habitat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole relatif à la parcelle cadastrée AR 1 située sur la commune de Jacou

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par décret du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, entraînant de nouvelles compétences notamment en matière d'urbanisme. La Métropole a la compétence pour élaborer un plan local d'urbanisme intercommunal et par conséquent est devenue compétente en matière de droit de préemption urbain.

Par délibération du 23 juillet 2007, la commune de Jacou a instauré le droit de préemption urbain sur les zones U et AU inscrites au Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 18 décembre 2006, et le droit de préemption renforcé sur la totalité des zones U1 et U3 du PLU.

Par décision du Président du 8 janvier 2016, le droit de préemption sur les zones U et AU et le droit de préemption urbain renforcé sur la zone U1 du PLU communal ont fait l'objet d'une délégation de la Métropole à la commune de Jacou.

Aujourd'hui, dans un souci de cohérence avec la zone U1, sur laquelle la commune a souhaité instaurer un droit de préemption renforcé afin de permettre la réhabilitation du vieux centre et le maintien du commerce de proximité, il est proposé d'instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur le secteur « centre commercial Bel Air » composé de la parcelle cadastrée AR 1, en zone U2e du PLU, et formant une copropriété dans un secteur d'habitat individuel.

La commune souhaite maintenir l'équilibre entre ses espaces urbains, naturels et agricoles. Aussi, le renouvellement urbain représente un axe privilégié de la commune dont les capacités d'extension sont limitées. De plus, la commune affirme sa volonté de garantir une véritable mixité fonctionnelle dans le tissu urbain de la zone U2, en favorisant l'installation ou le maintien de services ou de commerces de proximité.

Pour maîtriser l'évolution de ce secteur au regard des objectifs communaux, il apparaît nécessaire d'instaurer le droit de préemption urbain renforcé sur la parcelle cadastrée AR1 en zone U2e du PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver, conformément à l'article L211-4 du Code de l'urbanisme, l'instauration du droit de préemption urbain renforcé sur le secteur « centre commercial Bel Air » composé de la parcelle cadastrée AR 1, en zone U2e du PLU de la commune de Jacou,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **26 JAN. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président



Publiée le : **26 JAN. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **034-243400017-20180126-M2018-14-DE**

Réception en Préfecture : **26 JAN. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.